



**CONSEIL NATIONAL DE L'INITIATIVE POUR LA TRANSPARENCE DES
INDUSTRIES EXTRACTIVES**

CN - ITIE



**Rapport de participation du CN-ITIE à la 7ème
Conférence mondiale de l'ITIE**

Lima, PEROU – Février 2016

I. RESUMÉ

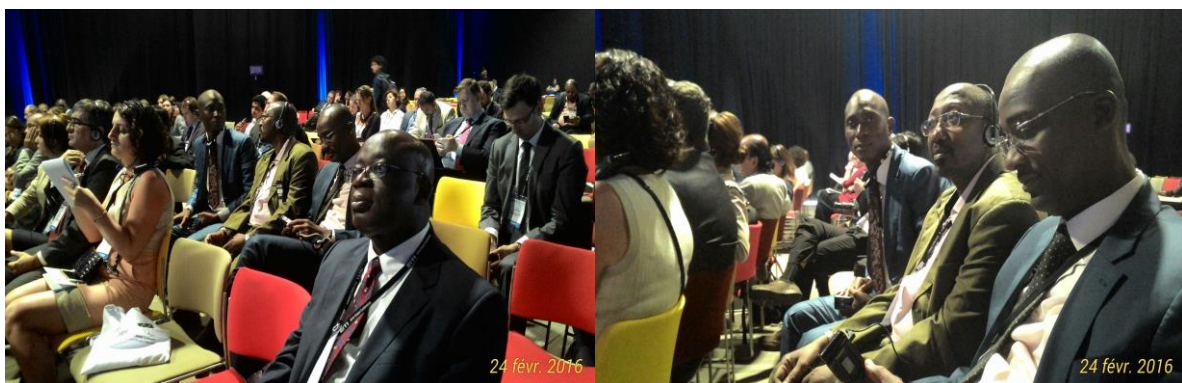
La 7^{ème} Conférence mondiale de l'ITIE qui s'est déroulée les 24 et 25 février 2016 derniers à Lima au Pérou, a réuni près de 1200 délégués venant d'une centaine de pays.

Une délégation de cinq (05) membres du CN-ITIE conduite par son Président, a également pris part à cette Conférence Mondiale de l'ITIE. Il s'agit, en dehors du Président – **M. KOFFI N'Dri**, de **M. DEMBELE Yahaya** pour le secteur extractif, de **M. YAVO Serge** pour le secteur public, de **M. KOUASSI Hyacinthe** pour la Société Civile et de **M. TINGAIN Julien** pour le compte du Secrétariat Permanent de l'ITIE.

Organisée sous le thème « **Des rapports aux résultats** », la Conférence a porté sur la façon dont l'ITIE conduit au changement dans plus des 50 pays qui la mettent en œuvre. Dans le cadre de la Conférence, les pays mettant en œuvre l'ITIE ont participé à l'Expo nationale de l'ITIE, dans laquelle chaque pays disposait d'un stand présentant les progrès réalisés et les supports de communication liés à la mise en œuvre.

Parmi les événements notables figuraient l'adoption et le lancement de *la Norme ITIE révisée*, le lancement du *Rapport de suivi 2016 de l'ITIE*, l'acceptation de deux nouveaux pays candidats (**la République dominicaine et l'Allemagne**) et la nomination des membres du Conseil d'administration international de l'ITIE pour la période 2016-2019, dont le nouveau Président, **Fredrik REINFELDT**.

La Conférence a été organisée en collaboration avec le ministère de l'Énergie et des Mines du Pérou, et avec le soutien des sociétés BHP Billiton et Chevron, des gouvernements du Canada, de l'Allemagne et du Royaume-Uni, de la Commission européenne, de Freeport McMoRan, de la Banque interaméricaine de développement, du Fonds monétaire international, du groupe Omidyar Network et de la Banque mondiale.



Des images des membres du CN-ITIE à l'ouverture de la 7^{ème} Conférence à Lima

II. LES POINTS FORTS DE LA CONFÉRENCE

Les faits saillants de la Conférence ITIE de Lima 2016 ont été les suivants :

A. La Norme ITIE révisée

En s'appuyant sur l'expérience des pays mettant en œuvre l'ITIE, le Conseil d'administration international de l'ITIE a perfectionné la Norme ITIE. Les pays dotés de systèmes solides seront désormais en mesure d'intégrer la transparence dans les portails, les pages Internet et les autres systèmes gouvernementaux plutôt que de reproduire les données contenues dans les déclarations ITIE. Cela devrait rendre la mise en œuvre plus durable et en permettre une meilleure appropriation par les gouvernements. Dans ces mêmes pays, les Rapports ITIE continueront à jouer un rôle important dans l'analyse et la communication des données au grand public.

La principale nouveauté de la **Norme ITIE 2016** est l'obligation de divulguer l'identité des propriétaires et des bénéficiaires des activités d'extraction. Tous les pays doivent s'assurer que les entreprises qui participent à des appels d'offres dans le secteur extractif, qui exploitent des ressources extractives ou qui investissent dans des projets d'activités extractives divulguent l'identité de leurs réels propriétaires. **L'exigence entrera en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2020, permettant ainsi aux pays de prendre les dispositions nécessaires.**

Le mécanisme d'assurance qualité de l'ITIE (la Validation), qui contrôle si les pays respectent les Exigences ITIE, a également été révisé dans le cadre de la Norme ITIE 2016. Les conditions pour atteindre la conformité restent les mêmes, mais l'évaluation prendra en compte plus largement la diversité des pays mettant en œuvre l'ITIE, elle reconnaîtra les efforts visant à aller au-delà des exigences minimales et elle encouragera les améliorations continues de la mise en œuvre.

Parmi les autres modifications apportées à la Norme ITIE citons un accent plus fort mis sur la prise en compte des recommandations des Rapports ITIE par les gouvernements et les Groupes multipartites, afin que les réformes nécessaires à la gestion du secteur soient mises en place. La Norme ITIE 2016 inclut également des révisions mineures visant à lever les ambiguïtés et à corriger les incohérences.

B. Le nouveau Conseil d'Administration de l'ITIE

Les nouveaux membres du Conseil d'Administration de l'ITIE pour la **période 2016-2019** ont été nommés. À l'annonce de sa nomination, le nouveau Président de l'ITIE, **Fredrik REINFELDT**, a exprimé sa vive appréciation pour la confiance qui lui est accordée. Il a déclaré qu'il mettrait à profit toute l'expérience acquise pendant les huit ans passés à la tête d'un gouvernement de coalition pour servir les trois collèges de l'ITIE, à savoir les gouvernements, les entreprises et les organisations de la société civile.

L'Assemblée Générale de l'ITIE s'est tenue le 23 février. Suite à cette Assemblée Générale, **M. REINFELDT** a rencontré à plusieurs reprises les parties prenantes, notamment les membres du Conseil d'Administration issus de la société civile et des représentants de Publiez

Ce Que Vous Payez. M. REINFELDT a insisté sur la nécessité d'affiner la gouvernance de l'ITIE afin de collaborer plus étroitement.

C. Des rapports aux résultats

À l'aube d'une nouvelle ère où les cours des matières premières sont plus faibles, il s'avère de plus en plus nécessaire de renforcer la confiance, d'améliorer la qualité des informations et d'assurer une bonne gouvernance.

La Conférence mondiale 2016 de l'ITIE a essentiellement porté sur trois thèmes : mise en lumière des résultats de la mise en œuvre de la Norme ITIE, orientation du dialogue sur les politiques et intégration de l'ITIE dans le mode de fonctionnement des gouvernements et des entreprises. Parmi les conférenciers et les participants figuraient des représentants de haut niveau des gouvernements, des entreprises extractives, des investisseurs, de la société civile et des organisations internationales.

La propriété réelle, la divulgation d'informations au niveau infranational, la transparence dans le commerce des produits de base, la transparence des contrats, l'exploitation minière artisanale et à petite échelle, ainsi que les investissements chinois ont été les principaux sujets abordés.

La conférence a débuté par une table ronde composée des personnalités suivantes :

- *S.E. Pedro Cateriano, Premier ministre du Pérou ;*
- *Jose Ugaz, Président de Transparency International ;*
- *Gary Goldberg, Président-directeur général de Newmont Mining Corporation ;*
- *S.E. Rosa Maria Ortiz, ministre des Mines du Pérou ;*
- *Clare Short, Présidente de l'ITIE.*

Après le visionnage d'une nouvelle vidéo de deux (2) minutes portant sur l'ITIE et ses impacts, Clare Short a annoncé les lauréats du Prix 2016 de la présidente de l'ITIE. Les quatre (4) lauréats en 2016 sont :

1. *La République démocratique du Congo, pour avoir ouvert la voie en matière de propriété réelle.*
2. *Le Ghana, pour avoir pris en compte les recommandations formulées dans ses Rapports ITIE et les avoir transformées en réformes.*
3. *La Mongolie, pour avoir amélioré la disponibilité de ses données.*
4. *Les Philippines, pour s'être assuré de l'impact de son ITIE.*

S.E. Georges Wembi, ministre de la Planification et président du Groupe multipartite de la RDC, **S.E. Mona Quartey**, adjointe au ministre des Finances du Ghana, **S.E. Rentsendoo Jigjid**, ministre des Mines de la Mongolie et **S.E. Cesar Purisima**, secrétaire financier des Philippines, ont reçu les prix au nom de leurs pays respectifs.

Avant la séance plénière suivante, un message vidéo du Président colombien, **S.E. Juan Manuel Santos**, a été diffusé. Ensuite, les membres du Conseil d'Administration de l'ITIE

suivants ont rendu compte à l'Assemblée des activités de ce dernier, en présentant notamment le Rapport de suivi 2016 :

- **Clare Short**, Présidente de l'ITIE ;
- **Fernando Castillo**, Directeur général du Bureau de la gestion sociale au ministère de l'Énergie et des Mines du Pérou ;
- **Professeur Jeremy Mack Dumba**, Coordinateur national de l'ITIE en République démocratique du Congo ;
- **Jean-François Lassalle**, Vice-président des affaires publiques chez Total ;
- **Faith Nwadishi**, Directrice générale de la Fondation Koyenum Immalah au Nigéria.

La troisième séance plénière a exploré la question de l'orientation et de l'amélioration des politiques dans le secteur extractif :

- **S.E. Zainab Ahmed**, ministre du Budget et de la Planification du Nigéria ;
- **Stephen McIntosh**, Directeur de l'exploration chez Rio Tinto ;
- **Simon Taylor**, Directeur et co-fondateur de Global Witness ;
- **Daniel Kaufmann**, Président du Natural Resource Governance Institute ;
- **Michael L. Connor**, Secrétaire adjoint au ministère de l'Intérieur des États-Unis ;
- **Julie T. Katzman**, Vice-présidente exécutive et directrice de l'exploitation à la Banque interaméricaine de développement (modératrice).

La quatrième séance plénière a examiné le problème de la faiblesse des cours des produits de base et son impact sur la gouvernance :

- **S.E. Dederiwe Aply-Bibamon**, ministre des Mines et de l'Énergie du Togo
- **Rintaro Tamaki**, Secrétaire général adjoint de l'OCDE
- **Sir Paul Collier**, Professeur de l'Université d'Oxford
- **Shahmar Movsumov**, Directeur général du Fonds pétrolier d'État de l'Azerbaïdjan
- **Harry M. « Red » Conger**, Président et directeur d'exploitation du service Mines Amériques et Afrique chez Freeport McMoRan
- **Fredrik Reinfeldt**, Président de l'ITIE (modérateur).

Une dizaine de réunions se sont également déroulées en parallèle de la Conférence, sur deux intervalles de temps différents. Les conférenciers ont discuté des régimes réglementaires et fiscaux, des déclarations d'informations au niveau infranational, de la propriété réelle, de la transparence dans le commerce des produits de base, des investissements chinois dans le secteur extractif, du renforcement des systèmes des gouvernements et des entreprises, de la transparence dans les déclarations d'informations des entreprises, des enseignements tirés de la gouvernance multipartite, de la transparence des contrats et du secteur minier artisanal et à petite échelle.

D. Forum des parties prenantes

La Conférence s'est terminée par un forum des parties prenantes, au cours duquel trente (30) intervenants se sont engagés à développer le processus ITIE pour améliorer la gouvernance des industries extractives.

Les ministres des deux nouveaux pays mettant en œuvre l'ITIE ont expliqué qu'ils utiliseraient l'ITIE pour contribuer au débat public sur le secteur extractif dans leur pays.

Le Cameroun a fait observer que l'ITIE avait permis d'accroître les moyens d'action de la société civile, d'améliorer la visibilité publique du secteur extractif, d'optimiser la fiscalité minière (y compris la part des revenus allant aux municipalités) et d'alimenter le débat public autour de la gestion du secteur extractif. La Papouasie-Nouvelle-Guinée a indiqué que son gouvernement s'engageait dans l'ITIE pour favoriser le développement économique et social. L'Albanie a expliqué comment son Rapport ITIE incluait désormais le secteur de l'hydro-électricité. Sao Tomé-et-Principe a expliqué de son côté comment son gouvernement utilisait l'ITIE pour attirer les investissements et développer l'économie du pays.

L'Éthiopie a profité de l'événement pour lancer officiellement son premier Rapport ITIE. Le Honduras, qui a adhéré à l'ITIE lors de la dernière Conférence, a évoqué sa nouvelle loi minière s'appuyant sur l'ITIE. Le Sénégal a parlé de ses récentes découvertes de pétrole en mer et de sa volonté de publier des contrats à édicter légalement en 2016. La Tanzanie a souligné l'engagement fort de son nouveau gouvernement à promouvoir le développement du secteur privé, la transparence et un service efficace au public. Le Libéria a fait remarquer que toutes les nouvelles lois du pays favorisaient la transparence (dans les secteurs de l'exploitation minière, du pétrole et de la sylviculture). Ce même pays a approuvé la discussion sur la propriété réelle, mais a fait observer qu'il fallait prendre en compte les obligations légales en vigueur dans les différents pays. Les informations concernant l'octroi de licences au Kirghizistan sont désormais disponibles par le biais de rapports électroniques. Le Kazakhstan s'est de nouveau engagé à poursuivre ses efforts pour mettre en œuvre l'ITIE.

Le représentant du gouvernement de la Norvège a annoncé qu'elle était en train de mettre en place des règles de transparence plus strictes en ce qui concerne la propriété réelle. Il s'est félicité des initiatives de l'ITIE en matière d'intégration, étant donné que la Norvège a produit sept Rapports ITIE sans aucun écart détecté par les procédures de rapprochement des données. La Norvège a encouragé les pays mettant en œuvre l'ITIE à renforcer leur autofinancement.

Le nouveau gouvernement argentin a annoncé qu'il songeait à présenter sa candidature à l'ITIE pour son gouvernement national et ses vingt-quatre (24) provinces. Le pays espère devenir membre dans deux ans. Le gouvernement du Surinam a également annoncé qu'il était déterminé à mettre en œuvre la Norme ITIE dans le cadre de réformes fiscales plus larges. Le pays est en train de finaliser la rédaction de son droit minier, à travers lequel la transparence jouera un rôle central. Le Surinam présentera sa candidature en 2016. Un groupe a été créé en Russie pour examiner les liens entre l'ITIE et la législation russe. L'ITIE est considérée comme étant pleinement conforme aux objectifs du gouvernement russe et utile pour atteindre

les objectifs de développement définis par ce dernier. La Tunisie a réaffirmé son engagement à mettre en œuvre l'ITIE. Il existe une forte volonté politique de divulguer des informations sur le secteur et de bonnes relations sont en cours de développement avec la société civile et les médias pour favoriser une meilleure compréhension des ressources de la Tunisie.

Des messages de soutien ont été reçus de la part de la Banque africaine de développement, de l'Union européenne et du gouvernement italien.

Les PDG de **Total**, **Statoil**, **Rio Tinto** et **Freeport McMoRan** ont également fait part de leur solide soutien par vidéo. La société Pacific Rubiales Peru a parlé de son fonds social pour les communautés autochtones.

La Coalition mondiale PCQVP s'est félicitée de sa relation suivie avec l'ITIE, mais a exprimé sa préoccupation concernant les problèmes de gouvernance de l'ITIE au niveau national et mondial. L'EICS (Extractive Industries Civil Society) a souligné l'importance d'une collaboration tripartite et la nécessité d'une bonne gouvernance au sein du collège de la société civile.

E. L'Expo nationale de l'ITIE

À l'instar des éditions précédentes, chacun des pays mettant en œuvre l'ITIE s'est vu attribuer un stand. Sur le stand du Secrétariat international de l'ITIE, les visiteurs étaient invités à tester une version de démonstration du nouveau site Internet de l'ITIE à venir. Des informations et des rapports sur la mise en œuvre de l'ITIE dans chaque pays étaient présentés sur les stands, qui sont devenus un point central pour les réunions.

Le stand de la Côte d'Ivoire a reçu la visite remarquable de Mme Clare Short (voir photo ci-dessous).



Des images du stand de la Côte d'Ivoire

F. Événements parallèles

Au moins seize (16) activités ont été organisées par l'ITIE et ses partenaires en marge de la Conférence. Parmi ces activités figuraient une table ronde de parlementaires sur l'ITIE, une réunion des coordinateurs nationaux de l'ITIE, une table ronde des prestataires d'assistance technique de l'ITIE, une série de réunions sur la mise en œuvre de l'ITIE au Pérou et en Amérique latine, un atelier intensif sur la manière de faire parler les données ITIE, des

sessions portant sur la modélisation financière et sur la législation régissant les informations à fournir par les entreprises, ainsi que des débats thématiques sur le secteur minier artisanal et à petite échelle, la transparence des contrats, les actifs « sales », les informations sociales et environnementales et la participation des citoyens. Une réunion de consultation des pays du G7 a également été tenue pour discuter de la transparence dans les négociations de contrats.

III. PRINCIPALES CONCLUSIONS

Au terme de ce compte rendu succinct, il appert qu'à long terme, la transparence dans les industries extractives ne doit pas être confinée au rapportage ITIE, mais devenir une partie intégrante de la manière dont les gouvernements administrent leur secteur.

Les pays publient progressivement des informations relatives aux secteurs pétrolier, gazier et minier par le biais des systèmes de rapportage des gouvernements et des entreprises, tels que les bases de données, les sites Internet et les portails. Cette intégration soutient également l'amélioration de la ponctualité des données ITIE et leur utilisation. La Conférence mondiale est une occasion de discuter sur la direction du rapportage ITIE pour permettre une transparence durable.

Ainsi, nous retenons que pour la Côte d'Ivoire, le principal défi dans la mise en œuvre de l'ITIE reste à court terme la prochaine validation en octobre 2016.